

12 février 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur des entreprises, à San Francisco le 12 février 2014.

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite d'abord remercier Monsieur le Maire de San Francisco, qui nous accueille aujourd'hui dans sa ville et permet à la technologie française de montrer son excellence.

C'est également presque tout le gouvernement qui participe à cette manifestation, ainsi que deux Présidents de région, des parlementaires, le député de la circonscription, les présidents des groupes d'amitié, de nombreux chefs d'entreprises qui m'ont accompagné, la presse française, qui s'émerveille aussi de ce que nous sommes capables de faire, ou plutôt de ce que vous êtes capables de faire, les entrepreneurs français.

Mesdames, Messieurs,

la dernière fois qu'un Président de la République française était venu à San Francisco, c'était il y a trente ans. C'était François Mitterrand.

Et il avait été confronté à des jeunes chefs d'entreprises, déjà, qui n'étaient pas tous français. Il y en avait un, qui l'avait interpellé tout particulièrement, en lui demandant, déjà, ce que la France faisait pour les chefs d'entreprise. François Mitterrand avait été surpris par cette impertinence et avait demandé à ses collaborateurs : « Mais qui est ce jeune qui est venu ainsi nous poser cette question ? » Et c'était Steve Jobs. On lui a dit : « Mais ce n'est rien, c'est un chef d'une petite PME ici à San Francisco ».

Il y a trente ans, personne, pas même François Mitterrand, ne pouvait imaginer que se produirait ici en Californie une véritable révolution. Personne, il y a trente ans, n'avait entendu le nom d'Internet. Il y avait seulement mille ordinateurs qui étaient connectés à ce réseau. Il y a trente ans, Steve Jobs, toujours lui, lançait le premier ordinateur disposant d'une souris. Il y a trente ans, il n'y avait pas de smartphones, il y en a aujourd'hui deux milliards. En trente ans donc, le monde a considérablement changé : à la fois les produits que nous utilisons, les modes de consommation, de production, de communication, tout a été bouleversé.

Si les choses sont allées aussi vite, c'est parce qu'il y a eu ici notamment, en Californie, et particulièrement dans la Silicon Valley, des inventeurs, des innovateurs, des chercheurs et, surtout, des entrepreneurs. Nous avons forcément ce modèle à l'esprit aujourd'hui.

C'est pourquoi je tenais à venir ici dans ce lieu si particulier, pour rencontrer des entrepreneurs français qui viennent faire la démonstration de leur capacité technologique. Mais aussi pour rencontrer, ce que nous avons fait au moment du déjeuner, les grands groupes dans le numérique, dans l'économie de la santé, dans l'énergie, qui continuent de penser le monde et de le changer.

La France doit pleinement s'engager dans ce mouvement et d'ailleurs, vous l'avez démontré. Il y a des réussites incontestables. Je ne vais pas ici toutes les évoquer parce que je frustrerai celles et ceux qui n'ont pas pu nous montrer ce qu'ils étaient capables de faire.

Mais je vais citer Carmat qui a inventé un cur artificiel, dont chacun peut regarder un modèle ici. Si un jour nous devons changer de cur, et bien ce serait un cur français et ce qui vous rassure, nécessairement. Faut-il encore qu'il puisse être produit, et avant même qu'il soit produit, développé par des entreprises françaises, en liaison avec toutes les entreprises qui peuvent

developpe par des entreprises françaises, en liaison avec toutes les entreprises qui peuvent apporter là aussi leurs technologies.

Je pourrais aussi citer une entreprise qui n'a pas ici été présentée mais qui est pour nous une fierté, Criteo, qui a transformé la publicité en ligne et qui a fait une entrée remarquée au NASDAQ il y a seulement quelques mois.

Je veux féliciter toutes les start-up françaises qui sont primées dans les plus grands jurys. Fleur Pellerin était, il y a quelques semaines, à Las Vegas. Nous avons eu à Las Vegas plusieurs entreprises qui ont été primées. Ainsi la société Sen.se a développé un objet intelligent qui permet de recueillir des données sur la vie du foyer grâce à des capteurs.

Withings, qui est ici, révolutionne la santé avec un tensiomètre sans fil, pour mesurer l'évolution de la pression artérielle ou le rythme cardiaque et permettre ainsi des soins à domicile, et sans doute demain d'économiser des deniers publics pour la Sécurité sociale, parce que nous sommes engagés dans un processus d'économies budgétaires.

De tous ces succès, de tout ce qui a été ici évoqué, je tire plusieurs conclusions.

La première, c'est que la France doit reconnaître le dynamisme de ses entrepreneurs. C'est la première condition, elle est essentielle. Chaque année, même pendant la période de crise, il y a 250 000 entreprises qui naissent en France. Nous avons un taux de natalité, si je puis dire, en termes de création qui est l'un des plus élevés d'Europe et qui témoigne de cette vitalité. Nous avons de nombreux talents, des innovateurs, des designers, dans le monde entier qui sont reconnus. Et, je l'ai dit, plusieurs ici dans ce lieu de la Silicon Valley.

Il y a même un cabinet américain quand on dit qu'il y a un cabinet américain, c'est que l'on veut avoir une référence incontestable qui nous dit que la France est le pays où il est le plus simple, Monsieur le Président du MEDEF, de créer son entreprise.

Le problème n'est donc pas tant de pouvoir créer l'entreprise que de pouvoir la développer, la faire vivre et la faire progresser. Et c'est tout l'enjeu de ce que nous sommes en train de faire. C'est-à-dire, notamment avec le pacte de responsabilité, être capable de pouvoir donner toutes ses chances aux entreprises et notamment à celles qui sont nées avec une innovation, pas forcément avec des capitaux et qui peuvent, un moment, parce que justement elles connaissent le succès, ou se décourager, ou se laisser acheter par un fonds étranger.

Donc le rôle de l'Etat, ce n'est pas tant d'aider financièrement, même si ça peut arriver, c'est d'abord de reconnaître. Les entrepreneurs ne demandent pas d'argent, mais ils demandent de la liberté. Ils ne demandent pas des facilités, ils demandent des simplifications. C'est notre rôle que de créer cet environnement.

Nous avons fait le choix de l'entreprise, c'est-à-dire le choix des salariés de l'entreprise, le choix de la création d'emploi, le choix de création de richesse pour mieux la distribuer. Il n'y a pas d'économie qui puisse vivre sans entreprises dynamiques. Il n'y a même pas de nation qui puisse avoir une influence dans le monde, et nous prétendons en avoir, si elle n'a pas d'économie forte. Donc tout part de l'entreprise, de sa capacité, donc des entrepreneurs.

Nous avons fait en sorte, ces derniers mois, de créer un système fiscal favorable, et ça a été long, et je sais que vous avez participé à son élaboration d'une certaine façon, pour prendre en compte le risque et donc avoir un régime des plus-values mobilières qui puisse encourager les entreprises en croissance, ou plutôt leur permettre justement de faire leur croissance et leur développement. Nous avons aussi voulu qu'il y ait une initiation à l'entreprise et même à la création d'entreprise, dès l'école et le collège. Nous avons posé, non pas pour créer je ne sais quelle ambiance, mais pour que les élèves connaissent au plus tôt ce qu'est la vie d'une entreprise, là où ils auront à évoluer comme salariés, ou qu'ils puissent avoir très tôt l'envie de créer.

Nous avons également mis en place un dispositif entrepreneur-étudiant, et ça vient de ce que nous avons constaté précédemment ici, dans la Silicon Valley. Cela a été un choix de la ministre de l'enseignement supérieur, que des étudiants puissent garder leur statut et leur régime de sécurité sociale, tout en créant leur entreprise, et de garder cette protection pendant plusieurs années, pour être sûrs qu'ils pourront réussir, et s'ils devaient échouer, ce qui n'est pas un drame car il faut vivre avec l'idée qu'à un moment, une entreprise peut se créer, disparaître, si c'est pour mieux renaître après, ne pas avoir de conséquences dommageables pour leurs vies

personnelles.

Nous allons également lancer une bourse des nouveaux entrepreneurs, à destination des jeunes des quartiers que l'on dit les plus en difficulté. Ce qui est d'ailleurs une mauvaise expression. Car d'ailleurs c'est souvent dans ces quartiers que le taux de création d'entreprises, les Présidents de Régions peuvent en témoigner, est le plus élevé. Nous avons donc dégagé des fonds, une première enveloppe de dix millions d'euros pour favoriser l'initiative dans ces quartiers.

Toutes ces mesures, je pourrais les additionner, n'ont qu'un objectif, c'est de valoriser l'esprit d'initiative : ne pas empêcher, ne pas décourager et au contraire, inciter, considérer, reconnaître. C'est donc le premier choix qu'à à faire la France : soutenir, reconnaître ses entrepreneurs.

Le second choix, c'est l'innovation. L'innovation, c'est la clef de tout dans la mondialisation. De la compétitivité, de l'emploi, et du progrès humain. Le principe que nous devons poser je sais qu'Anne Lauvergeon y est très attentive c'est que dans chaque décision publique, nous devons nous dire : « qu'est ce qui sera favorable à l'innovation ? ». L'autre principe, c'est celui de précaution, il peut avoir aussi sa vertu pour éviter qu'il y ait des risques et des menaces pour l'environnement, mais le principe d'innovation doit être posé dans tous les choix publics.

Nous devons aussi reconnaître que l'innovation est à la fois dans la recherche publique, qui a été sécurisée dans les choix que nous avons faits, parce que c'est essentiel la recherche fondamentale. Mais, de plus en plus, l'innovation est dans l'économie privée, d'où le principe que l'innovation ne peut pas s'administrer. C'est le mécanisme du Crédit Impôt Recherche, qui en est l'illustration. Nous l'avons sanctuarisé, je sais qu'il représente six milliards d'euros, ce qui est considérable lorsque l'on est toujours en train de chercher des moyens pour réduire le déficit. Et nous l'avons élargi, c'était une volonté d'Arnaud Montebourg, à l'innovation, pour que des entreprises puissent y accéder davantage.

Nous avons également renforcé le statut des Jeunes entreprises innovantes. Cela ne dira pas grand-chose aux non-spécialistes, mais pour ceux qui créent une entreprise avec un procédé ou avec une innovation, c'est très important car cela leur permet d'être exonérés de charges patronales jusqu'à la septième année.

Il y a également un dispositif d'amortissement sur cinq ans de l'investissement réalisé par les entreprises les grandes dans le capital des entreprises innovantes. Les grandes entreprises doivent soutenir l'innovation des autres.

Nous avons préservé toutes les incitations fiscales à l'investissement au capital des PME, créé même un produit d'épargne dédié aux PME parce que tout l'enjeu, c'est le capital risque et le capital développement. Ceux qui sont ici, celles qui sont ici me poseront la même question, j'en suis sûr : on peut avoir un soutien par les collectivités publiques, par la BPI, mais pour le développement, c'est plus compliqué. Donc nous devons collecter l'épargne pour la diriger vers les entreprises qui sont en croissance sans qu'elles aient à perdre leur indépendance.

Tout l'enjeu, c'est de prendre de l'avance. Parce qu'ici, Monsieur le Maire, dans cette Silicon Valley, vous en avez pris de l'avance, beaucoup d'avance. Nous ne sommes pas en retard, mais nous essayons de rattraper, peut-être un jour de dépasser, mais en tout cas de converger. Et c'est pourquoi nous sommes là.

Nous ne sommes pas là pour aller chercher des entreprises et leur dire de revenir vers la France. Car je considère que les entreprises qui sont ici sont là pour l'économie de votre ville, de votre Californie, et donc des Etats-Unis, mais aussi pour l'économie française, parce que c'est autant de retours en termes d'activités que nous pouvons espérer de notre lien, de notre Joint Venture ici.

Comment prendre de l'avance ? D'abord dans les mécanismes de financement. Il y a maintenant un demi-million de français qui ont soutenu par le financement participatif des initiatives, c'est-à-dire des créations d'entreprises. Nous voulons donner une nouvelle impulsion à ce financement participatif. Une ordonnance, c'est-à-dire un cadre réglementaire, sera adopté le mois prochain pour qu'on ait un dispositif pour le crowdfunding qui soit aussi incitatif qu'aux Etats-Unis. Un projet donc où on pourra obtenir jusqu'à un million d'euros de prêts, sur une plate-forme de financements participatifs. Cela servira pour la création, pour le développement. Ensuite, il faudra

qu'il y ait d'autres mécanismes qui viennent permettre une suite.

De l'avance, il faut aussi en permettre aux start-up, pour qu'elles puissent être encouragées.

Commençons par la commande publique : combien de fois ai-je entendu les entreprises dans le secteur de la santé nous dire que c'était plus long, pour se faire reconnaître, avoir une autorisation de mise sur le marché, en France que dans beaucoup de pays voisins, dans des pays où les conditions de sécurité sanitaire sont les mêmes. Ce qui est vrai pour l'économie de la santé est vrai pour de nombreux marchés publics. Donc nous devons faire que la commande publique puisse être dirigée davantage vers les PME innovantes.

Deuxième moyen de soutenir les start-up, c'est d'inciter les grands groupes français et ici il y en a et je les salue, et pas simplement des grands groupes publics mais aussi des grands groupes privés qui ont investi massivement dans l'éclosion des talents dans les principaux écosystèmes du monde, notamment dans la Silicon Valley, mais aussi en Israël et en Chine, et permis à de nombreuses PME d'être ainsi insérées dans la mondialisation.

Et c'est toute l'idée de la French Tech. Je veux ici saluer ceux qui ont pensé ce projet : la Ministre du Commerce Extérieur et la Ministre des PME, parce que je pense que c'est vraiment une très belle initiative, qui correspond aussi à ce que le Ministre des Affaires Etrangères voulait faire à travers la diplomatie économique.

Une « maison de l'international ». Je m'exprime un peu en anglais, par snobisme, ou par politesse, mais vous l'avez ainsi intitulée. Une maison de l'international tournée vers les technologies.

Qu'est-ce que c'est que la French Tech ? C'est un programme de développement des entreprises innovantes françaises. Le principe est simple : ce n'est pas une administration, encore que parfois ça peut servir une administration. Mais là il s'agit de permettre la diffusion de la création, de la promotion du développement d'entreprises françaises à l'étranger, et notamment ici dans la Silicon Valley.

L'US French Tech Hub de San Francisco est donc le premier maillon d'une chaîne, qui va nous conduire après à Boston sur les biotechnologies, et en Chine très prochainement. Il s'agit de fournir aux entrepreneurs les meilleures conditions possibles j'espère qu'ils nous donneront leurs témoignages - pour réussir, c'est-à-dire être accueilli, être accompagné, avoir des conseils en stratégie, pouvoir avoir la meilleure activité commerciale. Je remercie les régions qui participent à cette initiative, qui même l'ont précédée. Il ne s'agit pas d'encadrer ou de contrôler, il s'agit simplement de soutenir et de créer le meilleur environnement.

Il y a une idée qui est venue de Californie, c'est qu'ici les grandes entreprises proposent à certains étudiants une offre d'embauche valable trois ans et qui leur permet à ces étudiants en fin de cycle de disposer d'une sécurité pour développer leurs propres idées, leurs propres entreprises. Je pense que les grands groupes français pourraient avoir les mêmes projets. Le Président du MEDEF qui est ici présent, et je l'en remercie, pourrait ouvrir cette piste, c'est-à-dire faire que les grands groupes puissent offrir aux étudiants des contrats leur permettant de développer leurs propres activités ou de participer au développement de leur innovation.

La clef de la réussite, c'est bien sûr d'attirer les talents. Ici, la Silicone Valley a fait la démonstration de son attractivité. Hors, pour attirer les talents, il faut leur proposer une meilleure liaison entre les grandes universités, les centres de recherche, les grandes entreprises et le marché, pour avoir une fluidité. Rien ne doit être compliqué. Que toutes les démarches puissent être simplifiées et qu'il y ait, ce qu'on appelle, pardon de ces expressions qui reviennent et qui révèlent sans doute une réalité, un écosystème. C'est-à-dire une manière de faire afin d'être les meilleurs dans le meilleur endroit.

Pour attirer faut-il aussi pour des start-up pouvoir récompenser des talents ? Donc les rémunérer. Hors ce n'est pas simple lorsqu'une entreprise se crée, se développe, de pouvoir offrir des salaires comparables à ceux que présentent des grands groupes. D'où l'idée que nous allons travailler à améliorer le régime des attributions gratuites d'actions et des bons de souscription de part de créateurs d'entreprises pour qu'il y ait une rémunération par la distribution d'actions £ notamment dans les start-up permettant à des collaborateurs d'être pleinement impliqués dans la réussite de l'entreprise.

réussite de l'entreprise.

Enfin, je disais la France doit prendre de l'avance dans la diffusion du numérique. Nous avons présenté un plan qui va être diffusé largement pour le développement du numérique dans notre pays. D'abord, assurer une meilleure formation au numérique : le codage, qui doit être enseigné très tôt dans le parcours scolaire, autant qu'il sera possible. Ensuite, diffuser le numérique, ce qui exigera qu'il y est pour chaque citoyen, ou chaque entreprise, une identification numérique. Pour que, toutes les démarches administratives puissent être faites en ligne. Simplification, économie budgétaire et facilité pour l'administration pour agir.

Et puis, il y a une dernière exigence c'est la protection. La protection des données personnelles et l'économie numérique doit forcément régler cette question pour se déployer pleinement.

Reste sur le plan fiscal, ou réglementaire, à traiter ce que l'on sait être l'activité de grands groupes et qui peuvent parfois optimiser leurs résultats. La meilleure réponse, elle est européenne. J'ai déjeuné, en compagnie des membres du gouvernement, avec les principaux représentants des grands groupes américains. Pas simplement du numérique, puisqu'il y en avait qui travaillaient pour l'énergie ou pour l'économie de la santé, mais bientôt ça ne fera plus qu'un : numérique, économie de la santé, énergie. Ce qu'ils nous disent ces groupes, c'est que pour venir en Europe, pour investir en Europe et c'est notre intérêt, pour qu'il y ait de l'emploi en Europe, il faut qu'il y ait un système de régulation qui puisse être européen. Et c'est également notre volonté. Pour qu'il puisse il y avoir une véritable harmonisation des conditions, il faut qu'il y ait non seulement un marché européen mais un régulateur européen pour que les règles fiscales, les règles de concurrence puissent être, véritablement les mêmes pour tous. Et c'est la démarche que j'ai déjà présenté à mes partenaires européens que je continuerai à défendre dans les Conseils européens, et je sais qu'avec l'Allemagne notamment, mais aussi avec le Royaume Uni, nous pouvons aboutir à ce résultat.

Je vais terminer sur l'attractivité, une nouvelle fois. La France doit être plus compétitive. C'est l'enjeu, je l'ai dit, du pacte de responsabilité. La France doit être plus innovante. C'est ce que nous avons à faire pour la formation, l'éducation et la recherche. Mais la France doit être plus attractive. Pour être plus attractive il faut que nous ayons des entrepreneurs qui, eux-mêmes, puissent être nos meilleurs ambassadeurs, et c'est ce que vous êtes. Pour montrer que la France n'a pas simplement du talent. Parce que cette idée simpliste, qui voudrait la France ait des talents pour créer et n'en ait pas produire ou pour industrialiser, est une caricature que nous ne pouvons pas accepter. La France a des entrepreneurs qui inventent et, quelques fois, inventent plus vite que les autres, qui créent, qui ont même des capacités à pouvoir faire valoir leur imagination. Mais nous avons aussi des entrepreneurs qui industrialisent, créent des emplois et exportent £ et c'est le meilleur exemple que l'on peut donner de l'attractivité.

Alors comment faire valoir, autant qu'il est possible, notre volonté d'attirer d'autres talents que ceux que nous avons ? Nous n'avons peur de rien. Pas peur de mettre nos meilleures entreprises y compris dans la Silicon Valley. Pas peur non plus d'attirer des talents étrangers et des investisseurs étrangers dans notre pays. Parce que nous devons accepter, non pas simplement la concurrence, mais aussi qu'il y ait justement une émulation qui soit favorable à l'emploi dans notre pays.

C'est pour cela que j'ai dit à ces grands groupes : « venez investir en France, venez créer des emplois, et c'est la meilleure façon pour vous de vous mettre en conformité, en harmonie avec ce que nous voulons faire ». « Venez aussi soutenir les start-up françaises. Créer des liens avec les innovateurs Français ». Et, je tiens ce même langage aussi pour les start-up étrangères pour qu'elles viennent investir en France.

C'est l'objet du concours pour l'innovation que nous avons lancé, un concours mondiale, de taille différente pour les PME, pour les entreprises de taille intermédiaire et pour les grands groupes. Avec ce concours, nous voulons faire la démonstration de notre capacité à attirer les talents et nous en tirerons prochainement tous les enseignements.

Puis nous avons voulu mettre en place pour des créateurs, pour des innovateurs, le « passeport talent ». Parce que nous nous sommes rendu compte que il y avait des créateurs, des innovateurs, des entrepreneurs étrangers, qui ne pouvaient pas venir en France parce que c'était

trop compliqué. Parce qu'il y avait un système de visa qui les empêchait de pouvoir offrir tout ce qu'ils pouvaient apporter à notre économie et à notre culture. D'où, la proposition du Ministre des Affaires Etrangères et du Ministre de l'Intérieur d'un passeport talent, qui permettra d'offrir une période de séjour de quatre ans, renouvelable. Il concernera les chercheurs, les investisseurs, tous ceux qui ont une renommée internationale dans le domaine scientifique, littéraire, intellectuel, éducatif, sportif, comme les travailleurs hautement qualifiés, soit entre 5000 et 10000 personnes chaque année.

Sur l'attractivité, je tiendrai une réunion à l'Elysée, à laquelle j'associerai réunirai une trentaine de chefs d'entreprises de grands groupes étrangers, dont six américains. Et nous prendrons toutes les décisions pour renforcer l'attractivité.

Qu'est-ce qui nous est demandé d'ailleurs ? En fait, ce sont les mêmes demandes que font les entreprises étrangères que les entreprises françaises : de la visibilité sur les règles fiscales, de la stabilité sur les règles administratives et de la fluidité. Alors, on aura une règle qui sera la suivante, c'est que l'environnement administratif sera exactement le même au début de l'investissement et à la fin de l'investissement, pour que celui qui crée, qu'il vienne de l'extérieur ou qu'il soit un créateur français, puisse connaître parfaitement les conditions du développement de son activité.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu vous dire. Vous féliciter tous. Soutenir cette initiative de la French Tech. Vous dire combien nous sommes émerveillés par la Silicon Valley et ce qui sera l'économie de demain. Une économie du risque, de l'innovation, du numérique. Vous dire aussi que nous sommes prêts à relever le défi d'être présents dans la Silicon Valley. Vous l'êtes déjà. Vous êtes capables de développer de nouvelles technologies et de réunir tous les talents nécessaires pour y parvenir.

Cela suppose aussi de regarder la réalité en face, de connaître nos atouts, mais aussi qu'il nous reste de handicaps. Nous devons parler de la France, dire ce que la France est capable de faire, dire ce que vous êtes capables de faire. Parce que c'est vous qui montrez que la France a du talent, a une capacité de rebond et est prête à rencontrer toutes les compétitions possibles. C'est vous qui faites en sorte que la France puisse garder sa place ou même prendre la première place dans beaucoup de domaines. Et, en même temps, nous devons être lucides sur ce qu'il reste à faire comme réformes. Nous allons continuer à les mettre en uvre.

Nous devons avoir toujours cette belle idée de changer le monde. De changer le monde, comme vous l'avez fait ici en Californie. Parce que ce que vous êtes capable de créer, d'innover, de penser, d'imaginer, de changer la vie. Et c'est ce qu'on appelle progrès. Le progrès, c'est une belle idée. Il ne faut pas la laisser perdre. Il ne faut pas laisser penser que l'avenir n'est pas ou ne sera pas meilleur que le présent. Le progrès, c'est ce qui a fondé une société comme la nôtre. Le progrès, c'est ce qui a permis aux Etats-Unis de toujours entretenir le rêve. Ici, nous sommes dans la Vallée du progrès et la France est un pays, je vous le dis, de progrès.

Merci à la Californie et à San Francisco de nous accueillir. Merci à vous, entrepreneurs, d'être nos ambassadeurs.